

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/AG/N/DOM/8

29 août 2003

(03-4535)

Comité de l'agriculture

Original: espagnol

NOTIFICATION

Le Secrétariat a reçu de la Mission permanente de la **République dominicaine**, le 13 août 2003, la notification ci-après concernant les engagements en matière de soutien interne (**tableau DS:1** et tableaux explicatifs pertinents) pour les années **2000, 2001 et 2002**.

Les seules mesures appliquées par la République dominicaine en matière de soutien interne au cours des années 2000, 2001 et 2002, conformément aux dispositions de l'Accord sur l'agriculture, sont celles qui figurent dans le tableau explicatif ci-après. La République dominicaine applique uniquement des mesures relevant des alinéas a) et j) du tableau explicatif DS:1 (voir annexe).

Tableau explicatif DS:1

SOUTIEN INTERNE: République dominicaine

PÉRIODE CONSIDÉRÉE: 2000, 2001 et 2002

Mesures exemptées de l'engagement de réduction – "Catégorie verte"

Type de mesure		Désignation et description de la mesure eu égard aux critères énoncés à l'Annexe 2	Valeur monétaire de la mesure pendant l'année en question (peso dominicain)			Source des données
1	2		2000	2001	2002*	4
a) Services de caractère général	Recherche agricole		110 412 578	202 597 629	235 862 890	
	Lutte contre les parasites et les maladies (santé animale et végétale)		57 090 030	58 903 258	106 490 977	
	Services de formation		787 970	5 108 330	5 741 625	
	Services de vulgarisation et de consultation (élevage et agriculture)		11 463 560	24 475 807	34 271 010	
	Services d'inspection		11 618 617	7 345 954	47 164 545	
	Services de commercialisation		10 665 471	47 112 115	6 692 674	
	Services d'infrastructure		214 307 988	428 711 212	271 145 680	
j) Programmes de protection de l'environnement	Développement des ressources naturelles		245 135 711	1 426 567 136	106 490 976	
Total			661 481 925	2 220 821 441	813 860 377	

Notes: * Les chiffres pour 2002 correspondent au budget et doivent faire l'objet d'une révision. Le développement des ressources naturelles et les services de formation relèvent depuis 2001 du Ministère de l'environnement et des ressources naturelles.

Source: Direction nationale du budget (ONAPRES). Tableau réalisé par la SEA au sein du Département de l'élevage, 2003.